



# CONVENTION ASSURANCE CHÔMAGE

# UN REVENU DECENT

# POUR TOUTES ET TOUS

Le gouvernement socialiste organise une **vaste entreprise de démantèlement du droit du travail, des services publics et des organismes sociaux**. L'objectif est d'en finir avec les conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Ce n'est ni plus ni moins que la mise en œuvre du programme du Medef.

On nous explique ainsi que les salarié-es, la protection sociale ou les chômeurs coûtent trop chers. Mais **ce sont les patrons et le système capitaliste qui détruisent les emplois, génèrent le chômage et la précarité**. Tous les deux ans, les organisations patronales cherchent à en finir avec l'assurance chômage. Une nouvelle négociation vient de commencer. Pour justifier leurs objectifs, elles invoquent le déficit de l'Unédic.

Mais cet argument est une vaste mystification : depuis des années, **le déficit de l'Unédic est organisé et mis en scène**. C'est le transfert d'une partie du financement du service public de l'emploi et la réduction de la part des cotisations patronales qui ont plombé les comptes de l'Unedic. **Si on prend l'équilibre entre cotisations et indemnités, aujourd'hui l'Unédic est excédentaire !** L'argument du déficit de l'Unédic n'est qu'un prétexte pour justifier la dégradation des droits des chômeur-ses et précaires.

**Financer l'Unédic est un choix politique** : chaque année, plus de 30 milliards de revenus fiscaux sont transférés vers les grandes entreprises, plus de 20 milliards sont détournés par les fraudes des employeurs sur les cotisations sociales ; les contrats courts et les ruptures conventionnelles coûtent 12 milliards à l'Unédic ; **augmenter les cotisations employeurs de 0,2 point augmenterait les recettes de l'Unédic d'un milliard par an**. Mobilisons-nous pour la défense de nos droits lors des prochaines journées de renégociation de la convention les 24 mars, 28 avril et 12 mai !

Face aux menaces de destruction du droit social, du code du travail et des services publics, nous devons nous rassembler – précaires, intermittent-es, intérimaires, jeunes, chômeur-ses et tous les salarié-es – pour faire converger nos luttes pour la défense de nos droits. **Toutes et tous, nous devons nous mobiliser pour une indemnisation décente du chômage et contre la loi Travail.**

## ASSURANCE CHÔMAGE, LOI TRAVAIL : MÊME COMBAT !

- INDEMNISATION DE TOUTES LES FORMES DE CHOMAGE ET DE PRECARITE,
- REVALORISATION DU MONTANT DES INDEMNITES,
- GARANTIE D'UN REVENU PERSONNEL DECENT,
- CONTINUTE DES DROITS SOCIAUX,
- LIBRE CHOIX DE SON EMPLOI ET DE SA FORMATION,
- AUGMENTATION DU TAUX DE COTISATION DES EMPLOYEURS,
- ELARGISSEMENT DU FINANCEMENT AUX PROFITS ET AUX DIVIDENDES.

## UN EMPLOI, C'EST UN DROIT ! UN REVENU, C'EST UN DÛ !

AC !, Apeis, CGT-chômeurs rebelles, CIP-idf, Les Maternités, MNCP, Recours-radiation  
CNT-SO, CGT-USI, FSU, SNU-Pôle emploi, SNU-TEFI, Solidaires, SUD-Culture, SUD-Emploi, SUD-FPA